

*Programme Zones Arides*

**DOSSIER**

**Les effets de l'exode  
masculin sur la gestion des  
ressources naturelles par  
les femmes au Soudan**

**Mary Myers avec Rosalind David  
Sarrah Akkrat et Amani Awad Hamid**

**IIED**

**INTERNATIONAL  
INSTITUTE FOR  
ENVIRONMENT AND  
DEVELOPMENT**

**Dossier n° 60  
Octobre 1995**

**SOS SAHEL**  
REGISTERED CHARITY NO 296211



Ce document est le résumé de l'une des études de cas que l'on trouvera dans l'ouvrage *Changing Places? Women, resource management and migration in the Sahel*, qui est le sujet d'un article du numéro 28 d'*Haramata* (pages 13-16). La recherche a été financée par le Programme sur l'évolution de l'environnement mondial (*Global Environmental Change*) du Conseil britannique de la recherche économique et sociale (ESRC) et par le Fonds international pour le développement agricole (FIDA) dans le cadre de son programme spécial consacré aux pays d'Afrique sub-saharienne touchés par la sécheresse et la désertification.

Copyright © 1995 SOS Sahel Royaume-Uni

Mary Myers a travaillé pour SOS Sahel de 1989 à 1993 comme coordonnateur de projets. Elle fait maintenant partie du Centre de préparation aux grandes catastrophes (*Disaster Preparedness Centre*) de l'université de Cranfield au Royaume-Uni, et mène actuellement des recherches en Érythrée sur l'usage des émissions de radio pour l'éducation des femmes et le développement rural.

Rosalind David a travaillé comme chercheur pour SOS Sahel de 1991 à 1994. Elle est actuellement conseillère en matière de ressources naturelles auprès de l'organisation Oxfam (Royaume-Uni et Irlande).

Jusqu'à 1994, Sarra Akraç enseignait à l'université Affhad pour femmes, à Karthoum. Elle dirige maintenant le Centre Al Fanar de services pour le développement, à Karthoum.

Originnaire d'El Obeid, Amani Awad Hamid est sociologue. Auparavant, elle a travaillé dans le Kordoufan pour l'organisation CARE International.

Traduction de Marianne Bici

**Les effets de l'exode  
masculin sur la gestion des  
ressources naturelles par  
les femmes au Soudan**

**Mary Myers avec Rosalind David  
Sarra Akrat et Amani Awad Hamid**

## TABLE DES MATIERES

	Page
Remerciements	iv
INTRODUCTION	1
HISTORIQUE	2
L'environnement social	5
PRODUCTION VIVRIERE, STYLES DE VIE, ET LES ROLES SELON LE SEXE	5
Le régime foncier et sa gestion	5
L'agriculture	7
L'élevage	8
L'utilisation du bois de chauffe et des ressources ligatuses	8
Les effets de la sécheresse	9
La gestion des ressources naturelles	11
Les mesures mises en place dans les champs	12
La conservation des ressources communautaires	12
Relations entre paysans et pasteurs	13
Les activités non-agricoles	14
Les rôles au sein du foyer	14
L'EXODE	14
Les envois	15
Nature du travail	16
LES EFFETS DE L'EXODE	17
Effets sur les fardeaux et les rôles des femmes	17
Les rôles changent-ils?	19
Effets sociaux-économiques au niveau du village	20
Les effets sur l'utilisation des terres et des ressources naturelles	21
CONCLUSION	22
Annexe	25
Bibliographie	28
Carte 1	iii
Carte 2	iv
Tableau 1	10
Tableau 2	11

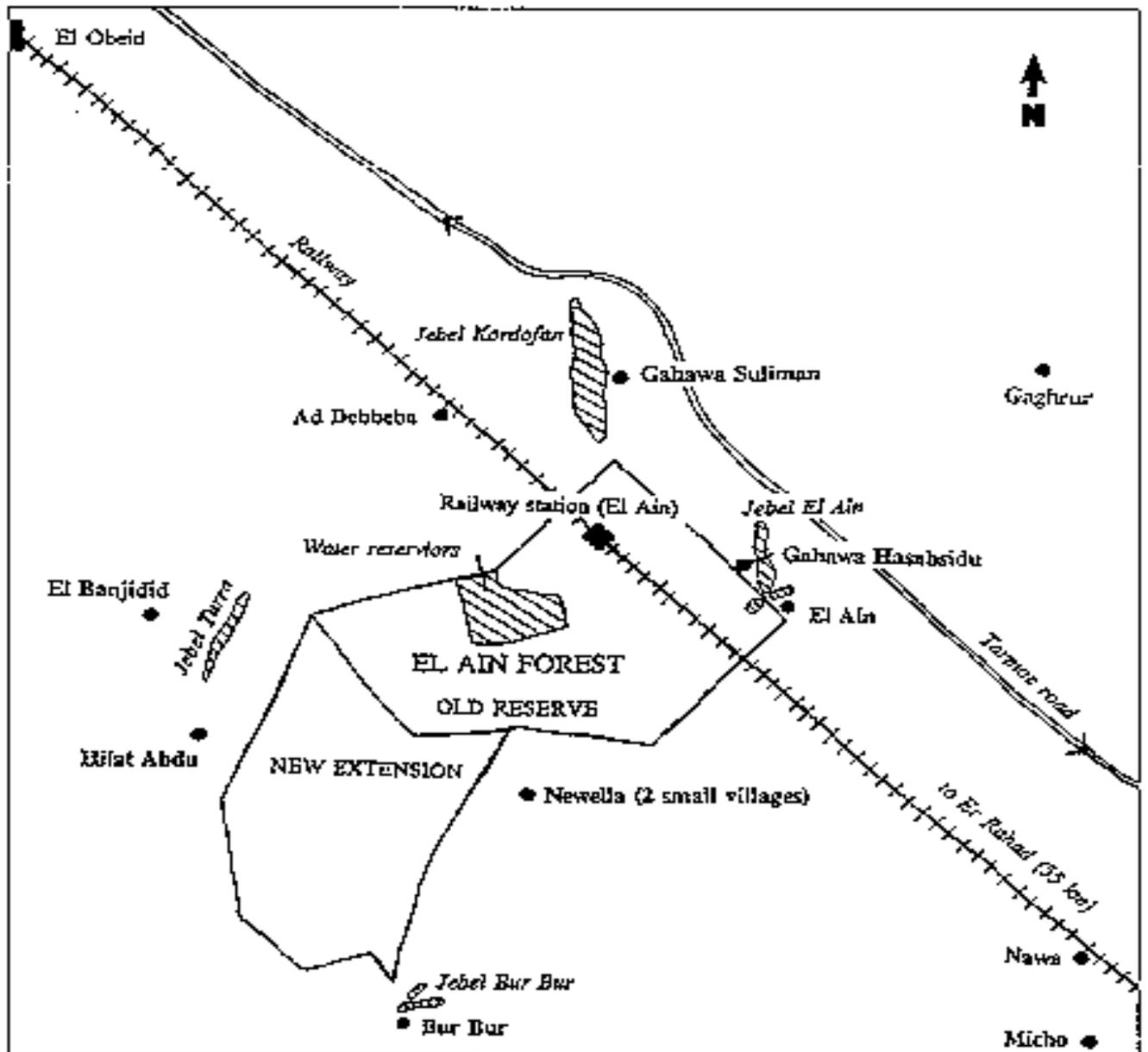


CARTE 1



La réserve forestière d'El Ain et les villages environnants où les recherches ont été faites

CARTE 2



La réserve forestière d'El Ain, Kordofan, Soudan

## Remerciements

Notre recherche a largement tiré profit de l'expertise du personnel de SOS Sahel du Projet de gestion de la forêt naturelle qui connaît parfaitement les gens et l'écologie de la région. Nous remercions tout particulièrement les membres de l'équipe de vulgarisation pour leurs suggestions, leur soutien enthousiaste et leur généreuse hospitalité. Nous sommes très reconnaissantes envers Fawsia El Dai et Kaltoun Ahmed qui ont fait l'enquête initiale sur la migration au mois de septembre 1991. Nous remercions Kees et Gill Vogt, Abdin Mohamed Abdallah, Faisa et Rashid. Un grand merci à Abdulla Haroun, qui a été un chauffeur expert dans la boue et sous la pluie. Nous voulons aussi remercier les villageois que nous avons interviewés et qui ont participé aux discussions – ils ont fait preuve d'une hospitalité et d'une patience immense. Nous espérons que les idées et les commentaires sont rapportés de façon fidèle dans cette étude. Nous voulons également dire que nos points de vue et nos interprétations ne sont pas forcément celles des personnes qui ont contribué à ce travail ni celles du personnel du Projet de gestion de la forêt naturelle.

Mary, Rosalind, Sarra et Amani  
Janvier 1994

*Il a quitté le village ce soir  
Il est allé vers l'est  
Il a laissé derrière lui les montagnes de l'ouest  
Apporte-moi du 'Sherba'  
Pour me donner la force de suivre ses pas*

(Chant des femmes du Kordofan)

## INTRODUCTION

Ce document décrit les effets de l'exode masculin sur les femmes dans un certain nombre de villages du Soudan central. Ce travail fait partie d'une étude plus vaste publiée sous le titre: "*Changing Places? Women, resource management and migration in the Sahel. Case studies from Senegal, Burkina Faso Mali and Sudan*" (Changer de rôle? Les femmes, la gestion des ressources et l'exode au Sahel. Etudes de cas faites au Sénégal, au Burkina Faso, au Mali et au Soudan). La recherche s'est attachée en particulier à la question de savoir si l'exode des hommes en milieu rural au Sahel avait un impact notable sur les formes de gestion de l'environnement, et sur la capacité des ménages d'agriculteurs d'investir dans l'amélioration des terres, par exemple dans l'adoption des mesures de conservation des sols et de l'eau. Les trois autres régions où les études de cas ont été faites étaient celle de Diourbel dans le bassin arachidier du Sénégal, Passoré sur le plateau central du Burkina Faso et Bankass près du plateau dogon au Mali. Au Soudan, la région de la forêt de El Ain a été choisie pour conduire cette recherche car c'était une région d'agriculture sédentaire, sous pluie, qui souffrait d'un degré marqué de dégradation de l'environnement et où l'exode masculin avait une certaine influence.

Depuis 1989 SOS Sahel International UK - une ONG dont le siège est à Londres - travaille en partenariat avec le Département national des forêts du gouvernement soudanais et avec les populations de 23 villages en vue de trouver des moyens de gestion soutenable et participatifs de la forêt de El Ain et de ses environs. C'est le projet nommé: Projet de gestion de la forêt naturelle (PGFN).

Cette étude comprend 11 villages à la lisière de la forêt de El Ain dont 7 villages qui font partie de PGFN et 4 qui n'en font pas partie et qui sont situés à quelque distance de la réserve, dans un rayon d'environ 25 km (voir carte). Ce site a été choisi en partie parce que les résultats de notre étude pouvaient permettre d'améliorer le travail entrepris par PGFN, et parce que dans un même

temps notre étude pouvait largement tirer profit des informations fournies par le personnel du PGFN.

La première phase du travail de terrain (juillet-août 1992) a consisté en des interviews et des discussions de groupes dans 11 villages choisis pour leur représentativité en termes de taille, de composition ethnique, de leur proximité à la forêt classée et de leur accès aux ressources et à l'infrastructure. La deuxième phase (mai 1993) a consisté en une recherche participative dans trois des villages identifiés lors de la première phase parce qu'ils étaient assez représentatifs de la diversité de la région de El Ain, et permettaient aux chercheurs d'y conduire des discussions approfondies. Plusieurs techniques MARRP ont été utilisées y compris des cartographies de mobilité et de ressources, des schémas d'impact, des diagrammes de Venn, des schémas de flux, des témoignages oraux, des croquis et des entretiens de groupes ou des entretiens individuels non structurés.

Mis à part les problèmes courants relatifs au manque de temps et aux difficultés de transport, la recherche s'est heurtée à deux obstacles majeurs. En premier lieu l'échantillon initial avait été relevé rapidement du fait du temps restreint à notre disposition, si bien que dans certains villages, s'il arrivait au cheik d'être absent, notre recensement des femmes de migrants était moins fiable que celui des documents officiels du cheik. Deuxièmement, comme notre recherche était faite sous l'égide du PGFN, nous fûmes automatiquement associées à ce projet. Bien que le projet ait de très bons rapports avec les villageois, les gens savent néanmoins que le projet appelle à l'application vigoureuse des règlements concernant la forêt. Si bien que nous soupçonnons certaines des personnes interviewées de n'avoir pas tout dévoilé de leur utilisation des ressources forestières, puisque leurs activités de création de revenus telles que la vente de bois de chauffe et la fabrication de charbon de bois sont illégales.

## HISTORIQUE

Le Soudan est le plus grand pays d'Afrique avec une superficie de 2.505.813 km<sup>2</sup>; et avec une population de 26 millions d'habitants. Diversité et contrastes extrêmes sont des caractéristiques marquées de ce pays. Sur cette toile de fond on retrouve un thème constant, à savoir, un mouvement à grande échelle du peuple Soudanais, non seulement au sein du pays mais aussi au delà des frontières, à la recherche soit de travail soit de nouveaux pâturages pour leur bétail. Plus récemment, on a pu observer des mouvements de population dûs

à la famine et à la guerre civile, d'une ampleur inconnue jusqu'à ce jour.

La pauvreté en milieu rural pousse les villageois à partir en quête de travail salarié, ce qui résulte en des taux de migration toujours croissants. La majorité des migrants de nord du Soudan (80%) (Abd'allah et al. 1991) n'affluent pas vers les villes, mais cherchent du travail dans d'autres régions rurales, comme les champs de coton du projet d'irrigation de Gezira. Depuis les années 1970, il y a eu une expansion rapide du secteur agricole mécanisé, qui a besoin de travailleurs manuels pour certaines tâches. On estime que la superficie cultivée de façon mécanisée dépasse à présent la superficie consacrée à l'agriculture traditionnelle dans le nord du Soudan (Maxwell 1989).

L'exode rural vers les villes connaît aussi un essor. Selon le Bureau International du Travail, la population de l'agglomération de Khartoum s'est accrue en moyenne de 6.6 % par an, entre le milieu des années 1950 et 1970, en grande partie à cause de l'exode rural des provinces du nord du Soudan. Les causes et les conséquences de la pauvreté en milieu rural peuvent être en partie attribuées à la dégradation de l'environnement. Au Soudan, l'insécurité alimentaire n'a cessé de s'aggraver depuis l'époque coloniale; en 1985 la consommation de céréales a dépassé la production et le Soudan est devenu un pays déficitaire dans le domaine alimentaire (Duffield, 1990). Bien que 80% de la population soit active dans les secteurs de production alimentaire et d'élevage, entre 1965 et 1986 la part de l'agriculture dans le PNB a chuté de 19% (DANIDA 1989), et durant la période 1988-90 la production alimentaire par habitant ne représentait que 71% de ce qu'elle avait été en 1979-81 (PNUD 1993).

Le déclin de l'environnement et l'accroissement de l'exode sont évidents dans la région de El Ain. La forêt de El Ain se trouve à environ 26 km au sud-est de la capitale régionale du Kordofan, El Obeid. La production de sorgho et de mil sous pluie, est la principale source de revenus de la population sédentaire de la région, l'élevage du bétail est aussi pratiqué à divers degrés dans tous les villages. Les populations nomades transhument par la région selon les saisons, et il existe aussi des communautés éparses de nomades sédentarisés dans toute la zone tampon de la forêt.

Cette région à l'ouest du Soudan était traditionnellement considérée comme une région très productive. Jusque vers les années 1960, le Kordofan était non seulement auto-suffisant en production alimentaire de base, en huiles alimentaires, en viande et en lait, mais produisait également des surplus de gomme arabique, de coton, d'arachide, de sésame et de bétail. Toutefois, ces dernières années, la région a connu un déclin dramatique de l'ensemble de la

productivité au moment même où la demande au niveau national s'accroissait. Au cours des vingt dernières années la productivité a connu une baisse de l'ordre de 50 pour cent. Cette baisse est due à un ensemble de facteurs dont l'accroissement de la population et du cheptel, l'expansion de l'agriculture mécanisée sur des sols pauvres, la dégradation de l'environnement, les sécheresses répétées, et plus récemment l'insécurité engendrée par la guerre dans le sud du pays.

Selon la population de El Ain la baisse de la pluviosité et sa répartition inégale représentent le facteur unique le plus déterminant dans ces changements. Selon les chiffres de 1964 El Ain devrait se trouver entre les isohyètes 400mm et 500mm, et cependant la moyenne de pluviosité pour 1982-86 n'était que de 260mm. Il est probable qu'au cours des dernières vingt ou trente années, la pluviosité annuelle moyenne a baissé d'environ trente pour cent (SOS Sahel & FNC 1989).

La région est caractérisée en grande partie par des sols argileux où l'on cultive le sorgho, mais où le taux d'infiltration de l'eau est faible, et qui sont difficiles à cultiver. On y trouve des poches de sols sablonneux propices à la culture du mil et du sésame. Bien que moins fertiles que les sols argileux, les terres sablonneuses sont plus faciles à cultiver et sont, de ce fait, plus prisées.

El Ain se trouve dans une région où la nappe phréatique est peu abondante. Si bien que l'agriculture irriguée y est presque impossible, et conséquence la population dépend de l'agriculture sous pluie et les villages sont généralement en grappe autour des khors (cours d'eau saisonniers) parmi lesquels Khor El Nil et Khor Baggara sont les principaux et arrosent la forêt classée.

La végétation de la région est classifiée comme région sahélienne herbeuse boisée d'acacia et brousse à feuillage caduc, où le Kitr (*Acacia mellifera*) est l'espèce arboréale dominante dans la forêt classée. La superficie totale de la forêt d'El Ain est d'environ 19.000 hectares. Aucun village permanent n'est autorisé dans la forêt classée, à l'exception du village de Wad El Bacha qui dépend du département des eaux, et qui abrite aussi le bureau local de PGFN. On trouve des campements dans la zone tampon de la forêt et la population locale dépend largement de la forêt pour s'approvisionner en bois de chauffe, bois d'oeuvre, plantes sauvages, fourrage et plantes médicinales.

La forêt d'*Acacia mellifera* est sous l'assaut combiné des hommes et des causes naturelles. D'après PGFN, les recherches font état de taux de perte annuels qui varient entre 20 et 30 pour cent. Ceci provient sans doute du fait que les arbres de la région ont été gravement fragilisés par les années de sécheresse. L'érosion

des sols augmente parce que les taux de ruissellement des eaux de pluie dépassent 90 pour cent sur certains sols argileux (Shanks et al. 1992). Cette érosion est exacerbée par la perte constante d'arbres et de couvert végétal due à la sécheresse et à l'impact humain.

### L'environnement social

En 1983 la population de la province du Kordofan dépassait à peine 3 millions de personnes. La majorité des habitants sont des agriculteurs (63 pour cent), et 24 pour cent sont des pasteurs nomades. Le reste de la population (13 pour cent) habite à El Obeid ou dans d'autres centres urbains. La population de la région proche de la forêt classée de El Ain est d'environ 11.000 personnes, éparpillées en villages relativement petits et dont la densité est estimée à 12 personnes par km<sup>2</sup>. La taille des villages varie entre 10 ménages pour les villages les plus petits et 110 à 150 ménages pour les plus importants. PGFN estime la taille moyenne d'un ménage à 7 ou 8 personnes. Dans les villages la plupart des ménages sont liés par des liens de parenté. Dans la plupart des cas les femmes prennent un mari dans le village au sein de leur clan – l'idéal étant d'épouser un cousin germain.

## **PRODUCTION VIVRIÈRE, STYLES DE VIE, ET LES RÔLES SELON LE SEXE**

La production agricole à l'ouest du Soudan est basée sur l'unité familiale, et les femmes en milieu rural jouent un rôle pivotale dans chaque aspect de l'agriculture – production vivrière et culture de rente – ainsi que dans l'élevage (Vogt & El Dai 1990, Hamid 1991). Malgré une forte influence islamique en milieu rural au Soudan occidental, la ségrégation des femmes qui est un trait caractéristique dans d'autres parties du Soudan fait défaut au Kordofan. Il n'y a que quelques activités agricoles qui sont assignées sur la base du sexe.

### Le régime foncier et sa gestion

Pour comprendre le régime foncier et sa gestion à El Ain on doit les situer correctement dans le contexte plus large des changements de politique à l'échelle nationale. Le Soudan a vécu une période d'incertitude profonde en matière d'administration rurale de 1969 à nos jours, période durant laquelle le système d'administration rurale a changé deux fois. En 1969 le Président Nimeiri a aboli le système colonial de l'Administration Indigène mis en place par les Anglais en 1898. L'objet de l'Acte du gouvernement local de 1971 établi par Nimeiri était

de démanteler la hiérarchie traditionnelle qui gérait les terres et de la remplacer par des conseils locaux et provinciaux élus. En 1989, le gouvernement actuel du Soudan restaura en grande partie la hiérarchie rurale traditionnelle à son statut des années d'avant Nimeiri. Entre temps, une confusion totale quant à la responsabilité des terres et leur gestion avait causé des dommages considérables. Selon El Din Awad Shegaf:

*[l'abolition de l'administration indigène] eut pour conséquence le relâchement de la sécurité et engendra une utilisation peu judicieuse des terres et des ressources naturelles...la paix et la sécurité ne fonctionnaient plus. Le désordre s'instaura...les activités anarchiques donnèrent lieu à un pâturage arbitraire, aux coupes d'arbres et aux feux de brousse ...[qui] contribuèrent au processus de désertification.*

(El Din Awad Shegaf 1989, p 111)

A présent toutes les terres sont administrées sous l'autorité de l'Amir régional (autrefois appelé Nazir), l'Umda du district, le Cheik du village, bien qu'en fin de compte la terre appartienne au gouvernement du Soudan. Néanmoins, malgré la restauration des hiérarchies traditionnelles, il est encore possible aux personnes jouissant de notoriété dans l'armée ou dans les milieux d'affaires d'obtenir des droits d'exploitation de terres arables ou de forêts grâce à l'obtention de licences gouvernementales.

Les populations de la région de El Ain s'accordent à dire que ces changements administratifs sont la cause d'une rupture profonde et d'un déséquilibre de l'environnement. Les abus prolifèrent, telle la vente des terroirs villageois à de riches acquéreurs de l'extérieur par les cheiks, tandis que les rapports plus que jamais tendus entre les paysans et les pasteurs contribuent à occulter la question de la gestion des terres. Les différends relatifs à la gestion des terres au niveau local sont légion, et la question de savoir qui gère et qui profite des ressources communautaires, notamment l'importance vitale de la forêt classée de El Ain n'est toujours pas résolue.

Cependant, il existe toujours un système élémentaire de droit foncier et de gestion. Selon le point de vue des villageois la terre appartient au cheik et il assigne les champs aux familles selon leurs besoins. Les champs sont ensuite transmis de génération en génération. Le restant des terres villageoises non cultivées devient zone de pâturage commune (dite Kerib) et la zone boisée est dite forêt du cheik. D'après la loi musulmane les femmes ont le droit d'hériter des terres, bien qu'une fille ne reçoive que la moitié de ce qu'aurait son frère, et une veuve le quart du patrimoine de son mari. Les femmes ont aussi le droit

de louer des terres en leur propre nom. Toutefois dans la réalité très peu de femmes possèdent des terres, de façon générale elles cultivent les terres familiales qui appartiennent soit à leur mari, à leur père ou à leur beau-père.

### L'agriculture

L'alimentation de base est le sorgho, le mil et le gombo; les cultures commerciales sont le karkade (*Hibiscus sp.*) et le sésame. La pastèque, les pois (*Cajanus cajan*) et une cucurbitacée du nom de tibish sont cultivés couramment, surtout pour l'auto-consommation. Quand il s'agit d'énoncer la liste des cultures préférées, les femmes donnent toujours le gombo comme la culture la plus importante après le sorgho et le mil tandis que les hommes ont une prédilection pour les cultures de rente – ce choix reflétant la responsabilité des femmes quant à la subsistance du ménage et celle des hommes pour gagner de l'argent. L'arachide et la gomme arabique ont pratiquement disparu de la région depuis les sécheresses successives des années 1980.

Les rendements agricoles sont relativement faibles et continuent de baisser. La récurrence de la sécheresse en est la cause principale selon les populations locales, toutefois d'autres facteurs tels la pénurie de main d'oeuvre, l'insécurité de la propriété foncière et le manque de mesures de conservation entrent également en jeu.

Dans la région, la taille moyenne d'une parcelle de terre cultivée est de 5 à 9 *mukhammas* (1 *mukhamma* = 1,8 hectares). En général une famille cultive des champs dans plusieurs endroits aux alentours du village. Ainsi les familles minimisent les pertes en fonction des sources d'eau et des sols. A cause de la pénurie de main d'oeuvre la plupart des familles ne cultivent pas la totalité de leurs terres mais travaillent les champs de leur parcelle selon un système de jachère. Généralement l'accès à la terre ne semble pas être un problème dans la région, et le défrichage de nouvelles terres reste limité. Hommes et femmes travaillent ensemble sur les parcelles familiales, et les tâches sont partagées sur la base du sexe et selon la saison.

En dehors des champs familiaux décrits ci-dessus, la plupart des femmes de El Ain travaillent leur propre champ appelé *jubraka*. Ces *jibarik* (pluriel de *jubraka*) se situent quelquefois dans les champs principaux ou près des cours d'eau saisonniers (*khors*) ou quelquefois dans l'enceinte du village, soit à l'intérieur ou aux alentours de la concession familiale. La taille moyenne d'un *jubraka* est inférieure à la moitié d'un *mukhamma*. Les *jibarik* se trouvent presque toujours sur des sols argileux. On les définit comme des jardins familiaux, appartenant au chef de famille et dont la culture, à des fins de

subsistance, est exclusivement réservée aux femmes et à leurs enfants. Les gombos sont la culture principale du *jubra*, on y cultive aussi le tibish et le karkade, et, s'il y a des semences disponibles, d'autres légumes comme les tomates et les aubergines. En cas de surplus les femmes disposeront de ces produits et elles s'achèteront des vêtements, des chaussures, etc., bien qu'en général les besoins des enfants et l'achat d'articles ménagers passent avant leurs propres besoins.

### L'élevage

Avant la sécheresse de 1984-85 cette région regorgeait de bétail mais de nos jours il est rare de trouver des concessions disposant de plus de quatre chèvres. Seuls les paysans riches ou les commerçants disposent de larges troupeaux de vaches ou de moutons. Cependant, toutes les familles sédentaires ont un cheptel diversifié - bovins, ovins, caprins - qui représente une part essentielle de leur stratégie de minimisation des pertes et d'utilisation des terres. La plupart des animaux sont élevés pour l'approvisionnement en viande, en lait ou en peaux, et comme investissement pour les périodes de pénurie. L'utilisation de la traction animale est très rare. Les charrettes et les charrues sont pratiquement inconnues dans cette région, bien qu'on utilise les ânes (et parfois les chameaux) comme animaux de bât.

Les hommes et les garçons gardent les chameaux et les bovins, et sont en grande partie responsables des ânes, tandis que les femmes s'occupent des poules, des chèvres et parfois des moutons qui restent alentour du village et que leurs fils plus jeunes font paître. Toutefois, ces animaux appartiennent presque toujours aux maris, et peu de femmes ont ne serait-ce qu'une ou deux chèvres.

Les nomades sédentarisés sont parsemés dans la région de El Ain et forment des groupes distincts: les Hawaweer, Kababish et Baggara. Ce sont eux qui ont été le plus gravement touchés par la sécheresse, et qui depuis se sont rabattus sur l'agriculture sédentaire, tout en essayant de reconstituer leurs troupeaux.

### L'utilisation du bois de chauffe et des ressources ligneuses.

Les habitants des villages autour de la forêt de El Ain dépendent en grande partie de la forêt pour le bois de chauffe, les plantes sauvages, les plantes médicinales et pour le bois d'oeuvre ainsi que pour faire paître leurs troupeaux. Cependant ils sont tenus d'observer les règlements qui régissent l'utilisation de la forêt, par exemple, personne n'a le droit de couper du bois vert pour se chauffer ou de faire du charbon de bois pour le vendre (voir le Règlement en page 25). Ces règlements ont pour but d'assurer la sauvegarde de la forêt

classée. Des gardes forestiers en uniforme, qui sont employés par le département des forêts, patrouillent la forêt et peuvent donner des amendes ou arrêter quiconque exploite la forêt de façon illégale.

Malgré les règlements mis en place, la forêt a diminué au cours des vingt dernières années. Ceci est dû en grande partie à l'exploitation commerciale des arbres par les marchands de bois et les fabricants de charbon de bois de l'extérieur. Mais la mauvaise gestion de la réserve par les autorités gouvernementales, les populations locales et les nomades est aussi mise en cause. Les règlements ne sont pas appliqués de façon efficace (il n'y a que quelques gardes qui patrouillent à pied), alors que la sécheresse a exacerbé la situation.

Dans l'ensemble, les habitants de la zone tampon sont très conscients du problème de déforestation et semblent connaître, et accepter, les règlements. Le charbon de bois est surtout réservé à la consommation familiale, et la plupart des femmes n'utilisent que le bois mort comme combustible. Toutefois, il y a toujours des activités illégales. Par exemple, certains continuent à faire du charbon de bois qu'ils vendent, et les ânes continuent à transporter le bois mort hors de la réserve, alors que seuls les fardeaux portés sur la tête sont autorisés. Les revenus tirés de l'exploitation illégale de la réserve sont donc une source de revenus non négligeable pour une partie de la population.

#### Les effets de la sécheresse.

Les sécheresses des années 1970 et 1980 ont eu une influence profonde et durable sur les rendements agricoles de la région. Les chiffres pour Kordofan dans le tableau 1 montrent une baisse globale des rendements depuis les années 1960.

**Tableau 1: rendements des principales cultures dans la province du Kordofan, 1961-1985**

Tonnes par feddan	1960-61	1967-8	1972-3	1984-5
Sorgho	0,377	0,120	0,136	0,104
Mil	0,545	0,180	0,088	0,037
Arachide	0,400	0,248	0,090	0,071
Sésame	0,348	0,093	0,090	0,047

Source: El Sammani 1985, p. 64

Les témoignages recueillis dans la région de El Ain confirment cette tendance générale à la baisse:

*Autrefois nous avions tout ce qu'il fallait. Maintenant le monde s'effondre. Nous n'avons pratiquement plus de mil, de sorgho ou de troupeaux. Après la sécheresse nous avons dû changer toutes nos habitudes. Les hommes partent à la ville pour trouver des petits boulots.*

(Haga Fatima Bet El Surag, Village de Micho)

Les gens se rappellent encore du temps où les revenus des cultures de rente comme le sésame étaient tels qu'il y avait des moulins à huile actionnés par des chameaux dans les villages autour de la forêt de El Ain, mais la baisse des rendements les a rendus non viables. Les pertes infligées à la gomme arabique (*Acacia senegal*) sont démontrées par les chiffres de El Obeid (tableau 2), bien que les coupes sauvages et d'autres problèmes de gestion y aient également contribué.

**Tableau 2: vente de gomme arabique à El Obeid, 1940-79**

ANNEES	VENTE DE GOMME ARABIQUE (TONNES)
1940-44	109.396
1945-49	225,653
1950-54	372.083
1955-59	407.808
1960-64	382.095
1965-69	285.049
1970-74	110.105
1975-79	90.271

*Source: WASAPP (Western Sudan Agricultural Research Project) El Obeid, 1985, p. 13*

*Maintenant je vieillis et je ne me souviens plus de tous les fruits que nous ramassions. Il y en avait tellement... Nous n'achetions jamais rien. Nous n'avions qu'à aller dans la forêt ou dans les fermes... Le sort de notre village m'attriste beaucoup. Ils coupent les arbres pour bâtir et pour faire du charbon de bois. La sécheresse aussi a fait périr les arbres. Maintenant le khor n'a plus d'arbres comme autrefois... personne ne s'intéresse à ce que je raconte.*

#### La gestion des ressources naturelles

Bien que la dégradation des sols et de la végétation provoquée par la sécheresse et les hommes empire, les gens entreprennent quelques activités d'amélioration, telles les structures de conservation des sols. Cela est peut-être dû au fait que la densité de population par rapport aux terres est faible, si bien qu'il y a toujours de nouvelles terres vers lesquelles l'agriculture peut se déplacer. La plupart des familles ont déjà plus de terres qu'elles n'ont de main d'oeuvre pour les cultiver, et donc une grande partie des terres est laissée en jachère régulièrement.

### Les mesures mises en place dans les champs

Afin de maintenir les rendements les paysans pratiquent l'assolement et les cultures en bandes alternées. Le plus souvent on assole le sésame avec le sorgho et le mil. Pour les cultures en bandes, on plante le karkade à côté du sésame, ou bien la pastèque à côté des pois ou du sésame. La mise en jachère est la façon principale d'améliorer les sols dans la région. La période de mise en jachère varie selon la taille des parcelles, la main d'oeuvre disponible et la qualité des terres. De façon générale les sols sableux seront mis en jachère après environ cinq à six ans tandis que les sols argileux peuvent donner un bon rendement pendant près de vingt ans.

On encourage souvent les animaux à aller dans les champs après la récolte pour qu'ils les fument, mais comme les troupeaux ont diminué à cause de la sécheresse le résultat n'est pas probant. Autrefois les ententes entre pasteurs et agriculteurs assuraient une certaine quantité d'engrais mais cela se produit moins depuis que les relations entre ces deux groupes ont empiré. Peu de personnes ont indiqué qu'elles auraient besoin soit de transporter du fumier dans les champs soit d'acheter des engrais chimiques.

Certaines formes d'agro-foresterie sont pratiquées traditionnellement dans la région, et permettent ainsi aux essences d'arbres de se renouveler naturellement dans les champs en jachère, en particulier pour l'*Acacia senegal*. Cependant les jeunes arbres sont broutés par le cheptel et les arbres arrivés à maturité ont péri à cause de la sécheresse. Généralement dans cette région les champs ne sont pas bordés de haies ou d'arbres, mais les femmes construisent parfois des haies mortes (faites de branches épineuses) pour protéger leurs parcelles des animaux. Cela pose des problèmes car certaines femmes sont accusées de se servir de bois vert pour faire leurs haies. Le projet GFN incite les gens à planter des haies vives pour encourager l'agro-foresterie et réduire l'érosion éolienne.

### La conservation des ressources communautaires

Traditionnellement certaines activités de gestion des ressources étaient faites par le village quand il s'agissait des biens communs – eau, pâturage, parties boisées – mais cela se fait moins à présent. Ces activités sont du ressort du cheik du village, qui est responsable de la préservation et de la protection de l'environnement naturel proche du village, en particulier des ressources forestières. Comme l'a écrit El Din Awad Shegaf, ces responsabilités traditionnelles sont renforcées par la loi:

*"L'Ordonnance Forestière de 1932 indique que le cheik est chargé de la protection de la forêt contre le danger et les spoliations (Les Lois du Soudan, 1932). De surcroît, cette loi démontre qu'un garde forestier, un gendarme, un Nazir, un Umda ou un Cheik peut arrêter toute personne soupçonnée d'avoir commis un délit dans la forêt sans avoir à obtenir un mandat d'arrêt au préalable. La contribution du Cheik à la conservation de la forêt comprenait l'entretien des cours d'eau, des sols et des pâturages."*  
(El Din Awad Shegaf 1989, p. 108)

On dit que dans la région d'El Ain les règlements s'appliquaient autrefois aux domaines suivants:

- \* l'utilisation des pâturages en saison sèche et en saison des pluies
- \* l'ouverture et la fermeture des puits
- \* la récolte des baies et des fruits selon la saison
- \* l'utilisation des arbres, en particulier le long des cours d'eau
- \* le contrôle des feux de forêt

Les groupes de travail collectifs (nafeers) servaient à entretenir les tranchées pare-feu, et ils jouaient un rôle important dans la protection des ressources villageoises contre la divagation des animaux, les insectes nuisibles et les coupeurs de bois illégaux. Tous ces travaux étaient du ressort des hommes. Cependant l'application des règlements se relâche. Selon le Nazir de Br Rabad, Eltayeb Haroun: 'ces traditions imposaient aux gens une gestion de l'environnement judicieuse et un respect pour la forêt. Parmi les causes de ce déclin on peut noter une propriété foncière et une gestion ambiguës dues au changement administratif des années 1970, à l'hétérogénéité ethnique de la région de El Ain et à l'absence d'hommes adultes du fait des taux élevés d'exode.

#### Relations entre paysans et pasteurs

Ces dernières années la bonne volonté qui prévalait entre les agriculteurs sédentarisés et les éleveurs s'est effritée. Autrefois les nomades nourrissaient leur troupeaux avec les résidus des cultures et en retour les agriculteurs bénéficiaient du fumier. Les pasteurs utilisaient des parcours déterminés (maraheel) et si les animaux divaguaient et broutaient les cultures des agriculteurs, des amendes leur étaient imposées.

Mais on observe des changements de parcours à cause de l'agrandissement des champs, de l'expansion de la forêt classée de El Ain, de la guerre au sud, qui a supprimé l'accès des pâturages des Montagnes Nuba aux groupes de pasteurs.

Une source majeure de tension provient de l'interdiction faite aux pasteurs de faire paître les animaux dans la forêt classée. Il semblerait que les pasteurs font des coupes de bois vert pour parquer leurs animaux, qu'ils piétinent les cultures et que les terres sont rendues stériles par l'urine de leurs chamcaux qui contient des quantités de sel importantes, tout cela inquiète beaucoup les agriculteurs. Pour leur part les pasteurs se plaignent de l'accès restreint aux pâtures et aux sources d'eau dû au fait que les agriculteurs ont planté des arbres sur les terres jadis vouées au pâturage. Ainsi un système autrefois avantageux est devenu un cercle vicieux d'accusation et de contre-accusations, et que l'on retrouve dans tout le Sahel.

### Les activités non-agricoles

Les femmes sont engagées dans diverses activités non-agricoles: le petit commerce, l'artisanat, la couture. Les hommes comme les femmes vendent du bois de feu et du charbon de bois, bien que cela se pratique moins dans les villages à proximité de la forêt classée du fait de l'application des règlements. Les femmes contrôlent en grande partie la vente d'herbes, de feuilles et de fruits sauvages y compris les feuilles et les fruits du Tabaldi (*Andosonia digitata*), les gousses de senna maka (*Cassia senna*) et de guddeim (fruit du *Grewia tenax*). Cependant les activités non-agricoles ne suffisent pas à fournir l'argent liquide nécessaire au paiement de l'impôt.

### Les rôles au sein du foyer

Les femmes s'occupent des enfants, préparent la nourriture, font la cuisine et le ménage de la maison et de l'enclos, en plus de leurs travaux dans les champs et des soins du petit élevage. La plupart des femmes mettent leurs filles à contribution, particulièrement pour s'occuper des enfants. La collecte de bois et d'eau est aussi en grande partie une tâche réservée aux femmes bien que les hommes y participent surtout si le point d'eau est loin du foyer.

## L'EXODE

*De nos jours les hommes sont obligés de quitter le village pour gagner de l'argent pour leur famille. Il n'y a plus de bétail, de gomme arabique et très peu de mil et de sorgho pendant la soudure. Les hommes du village vont à Khartoum, El Obeid Er Rahad et en Libye.*

(Fatima Bet El Surag de Micho)

Le passé glorieux du Kordofan a été bâti sur le commerce des routes transsahariennes. En conséquence toutes les populations de la région ont connu un long passé de migration. La diversité ethnique de la région illustre le caractère transitoire de bon nombre de ses communautés. Des villages entiers, en provenance du Tchad, du Nigéria, du Niger du Burkina Faso et des régions frontalières du Soudan, ont émigré vers cette région, pour certains depuis seulement une génération.

La migration saisonnière des hommes des villages de El Ain vers d'autres régions du Soudan précède les années de sécheresse des années 1970. Les hommes avaient coutume de partir régulièrement vers le sud avec leur bétail et leurs chameaux durant la saison sèche. Dans les années 1940 le projet d'irrigation de la culture du coton de Gezira a provoqué un flux d'immigration notable. Puis dans les années 1960 et 1970 d'autres grands projets commencèrent tels Habila, le Nil Bleu, le Nil Blanc et les corporations agricoles de Er Rahad. Ces projets instaurèrent la collecte par camions de travailleurs, hommes et femmes, du Kordofan particulièrement au moment de la récolte.

L'exode masculin a connu un nouvel essor depuis les sécheresses des années 1970 et particulièrement depuis celle de 1984-85 quand la région toute entière connut de graves bouleversements, avec des pertes importantes de cheptel, et le début d'un cycle de mauvaises récoltes.

La migration saisonnière est le trait dominant, et a lieu surtout lors de la saison sèche durant laquelle le travail agricole fait défaut. La durée de la migration saisonnière varie d'année en année en fonction des pluies. Pendant les mauvaises années les hommes partent autour du mois d'octobre et reviennent au mois de juin de l'année suivante. Durant les bonnes années, quand la récolte et la vente prennent plus de temps, il arrive que les migrants saisonniers ne partent qu'aux alentours de janvier. Dans certains des villages enquêtés il y a jusqu'à 75% de ménages qui ont à leur tête un migrant, et chaque village est touché par l'exode masculin.

### Les envois

D'après notre échantillon, les envois mensuels moyens envoyés aux femmes par leur mari migrant – qu'il soit saisonnier ou à long terme – étaient de l'ordre de 700 LS (en 1994 £1 sterling valait 200 LS Livres soudanaises). Au bas de l'échelle quelques femmes ne recevaient que 50 LS par mois – alors qu'une tasse de thé au marché coûte 5 LS et qu'une livre de tomates coûte 40 LS. Malgré quelques sommes dérisoires, la plupart des migrants faisaient des envois. Sur 50 femmes de migrants nous n'en avons trouvé que 4 délaissées par leur mari

et qui ne recevaient d'assistance ni financière ni en nature.

Quant à l'échelle des envois, on trouvait dans la catégorie supérieure de gros villages qui possédaient de grands troupeaux et bénéficiaient de migrants à long terme parmi lesquels des employés salariés ou d'autres qui avaient un emploi régulier dans le Golfe. Dans la catégorie inférieure se trouvaient des petits villages à migration saisonnière dominante.

Les femmes de migrants reçoivent d'ordinaire des envois plus ou moins réguliers de leur mari sous la forme d'argent liquide par l'intermédiaire d'amis et de parents en visite au village. En l'absence du mari la belle famille s'occupe de la femme du migrant surtout quand elle est jeune. Elle recevra souvent une somme modique pour ses besoins personnels, tandis que la belle famille prendra en charge le gros des envois.

La migration ne semble pas avoir un impact notable sur l'investissement en agriculture ou en cheptel dans les communautés de El Ain, parce que les envois sont relativement peu élevés. Les envois servent à acheter de la nourriture et d'autres denrées et comblent le manque d'argent liquide au village. Ce manque d'argent vient de la baisse des rendements agricoles et, est le produit d'une économie rurale de plus en plus monétarisée, puisque les gens doivent suppléer leurs récoltes par l'achat de nourriture. Les ménages sont loin d'être auto-suffisants et ont besoin d'argent pour acheter les produits suivants: vêtements, chaussures, meubles, ustensiles de cuisine, sel, savon, épices, charbon de bois, huile, viande, légumes, mouture de la farine, médicaments et la nourriture de base dans les mauvaises années. Dans certains cas les migrants rapportent de la nourriture et des vêtements.

### Nature du travail

*Les migrants saisonniers* font des briques, travaillent dans des chantiers et à d'autres travaux temporaires non-spécialisés à Khartoum et El Obeid. D'autres prennent part à la récolte du coton et du sorgho dans divers projets agricoles mécanisés comme ceux de Gezira et de Habila.

*Les migrants à long terme* disposent d'un grand choix d'occupations, bien que de nombreuses femmes ignorent l'occupation de leur mari. Les occupations les plus courantes sont les forces armées, l'élevage et le commerce. Parmi les occupations moins courantes on comptait un réparateur de radios ambulant, et un imam (saint homme musulman) itinérant. Les trois lieux de prédilection hors du Soudan sont: l'Irak, la Libye et Arabie Saoudite où beaucoup travaillent sans papiers.

Dans les villages enquêtés les femmes et les familles de migrants à long terme sont parmi les plus riches. Les chefs de famille sont soit des commerçants/employés dans le Golfe ou en Libye (par exemple un homme était commerçant d'engrais et de produits agricoles, un autre commis au tribunal), ou encore avaient des emplois permanents à Khartoum (par exemple agent de police). Presqu'aussi bien nantics étaient les familles des commerçants qui travaillent à El Obeid et qui disposaient de larges troupeaux. Au bas de l'échelon se trouvent les femmes de migrants saisonniers dont les maris partent en quête de travail de manoeuvre journalier sur les chantiers, ou dans des fabriques de briques en ville. La plupart des personnes interviewées sont dans la couche sociale inférieure.

Le gouvernement du Soudan encourage plus que jamais l'enrôlement dans l'armée du fait de l'escalade de la guerre civile. Au moment du recrutement un contrat de six ans est stipulé, renouvelable sur la base de quatre ans, mais pour ceux qui sont en service actif dans le sud, la paie est doublée et un an passé au sud compte pour deux passés ailleurs. Pour beaucoup de villageois pauvres les avantages pécuniaires dépassent de loin le risque d'être tué. A part les engagés volontaires le service militaire est obligatoire pour les hommes entre 18 et 30 ans et bien que l'application ait été peu rigoureuse dans les campagnes la tendance générale va vers une application de plus en plus stricte.

## LES EFFETS DE L'EXODE

Les effets de l'exode diffèrent de façon significative selon son caractère saisonnier ou à long terme. Cependant, le sentiment en général, spécialement parmi les femmes, est de ne point encourager ni l'un ni l'autre: l'exode masculin est conçu comme un mal nécessaire, une stratégie récente adoptée à la lumière de la baisse de pluviosité, de la hausse des prix et de la dégradation de l'environnement. Un adage commun reflète l'attitude générale: "Wattani wala mali Battni" (Mieux vaut rester chez soi le ventre creux que de partir au loin).

### Effets sur les fardeaux et les rôles des femmes

*Les femmes de migrants saisonniers* (38% de notre échantillon) assument toute la responsabilité du ménage dès le départ de leur mari, gèrent le budget familial, s'occupent du bien-être des enfants, du petit élevage, des greniers, du combustible et de l'eau et du commerce. De toute évidence les fardeaux des femmes s'alourdissent et pourtant les femmes mentionnent surtout les difficultés qu'elles rencontrent pour faire obéir leurs enfants en l'absence du mari. Une

femme relate, par exemple, qu'après le départ de son mari elle n'a pas pu empêcher son fils de s'enrôler dans l'armée.

D'autres se plaignent de l'irrégularité des envois et dans quelques villages les femmes déclarent que les temps sont particulièrement durs aux environs de mars, quand les hommes sont partis depuis un mois ou deux mais que les envois n'ont pas encore commencé. Quand les hommes partent en quête de pâturages pour leurs animaux, ils ne sont pas en mesure de faire des envois si bien qu'ils vendent une ou deux têtes de bétail avant leur départ, permettant ainsi à leur femmes d'avoir de quoi survivre jusqu'à leur retour au début de la saison des pluies.

*Pour les femmes de migrants à long terme* le tableau est quelque peu différent. On peut diviser ce groupe grossièrement en trois: les femmes chef de famille, les femmes intégrées dans la belle famille ou leur propre famille, et les femmes délaissées. Dans notre échantillon le nombre dans les deux premières catégories était plus ou moins équivalent, avec une faible minorité de femmes délaissées.

**Les femmes de migrants chef de famille.** Sur notre échantillon de femmes de migrants nous en avons trouvé 11 (environ 20%) que l'on pouvait définir comme chef de famille. Elles vivaient seules avec leurs enfants et d'autres dépendants (parents âgés) et avaient assumé l'entière responsabilité pour leur famille durant l'absence de leur mari tout en recevant des envois.

Pour ces femmes la vie est en général plus difficile que pour celles intégrées dans la famille élargie. Cependant, un époux ne décidera d'une migration à long terme que si, au préalable, le bien-être de sa femme et de ses enfants pendant son absence est garanti. En conséquence nous nous sommes rendus compte que ces femmes chef de famille disposaient souvent de leurs propres ressources (terre et cheptel) ou étaient engagées dans un commerce (par exemple la couture ou l'artisanat). Plusieurs déclarent recevoir sur demande une aide financière ou en nature de la part d'autres membres de la famille dans le village. Dans certains cas, notamment au village de Micho, les femmes chef de famille citent l'obtention du crédit de la part des commerçants locaux comme une source importante de soutien, particulièrement durant les mois de soudure avant la récolte. Des 'tuteurs' étaient choisis par le mari pour les femmes qui ne vivaient pas avec leur famille.

Les envois moyens des migrants à long terme dépassent de loin ceux des migrants saisonniers. Comme nous l'avons indiqué ci-dessus les envois sont d'importance capitale pour l'approvisionnement de denrées essentielles (sel, savon, oignons, huile). Sur les 11 femmes de l'échantillon que l'on pourrait

classer comme chef de famille seulement 2 ont eu à engager de la main d'oeuvre sur les champs familiaux. Les envois ne servent donc pas à combler une pénurie de main d'oeuvre mais plutôt à combler un déficit pécuniaire.

Femmes de migrants intégrées dans la famille. Les femmes de migrants à long terme étaient soit intégrées dans leur famille soit dans leur belle famille. Dans ce cas, la femme de migrant cultive la parcelle familiale ou celle de sa belle famille avec eux. Normalement les envois de maris absents iront à la fois au chef de famille et à la femme et dans ce cas le chef de famille reçoit la part la plus importante.

Femmes délaissées. Notre échantillon de 50 femmes de migrants donne 4 femmes délaissées (8%). Elles ne reçoivent rien de leur mari et s'appuient tantôt sur leur fils, tantôt sur leur frère travaillant à l'étranger ou sur leurs propres activités de création de revenus. Certaines affirmaient être au courant du second mariage de leur mari et une ou deux ont stipulé qu'elles voulaient divorcer. Dans la plupart des cas leur situation difficile était reconnue par la communauté et les voisins et les parents les aidaient.

#### Les rôles changent-ils?

Plusieurs femmes sont convaincues qu'elles assument maintenant les rôles masculins, par exemple l'abattage et le défrichage des champs, la vente des produits de la récolte, tandis que d'autres parlent de leurs maris qui, de retour de Libye, ont oublié comment cultiver: 'alors que nous, nous souffrons de mains calleuses, de peau brûlée par le soleil et de fatigue chronique à cause du travail des champs'.

Un autre effet de la migration sur les femmes est le lourd fardeau qui leur est imposé par les cérémonies de retrouvailles, particulièrement quand leurs époux reviennent de l'étranger. Certaines femmes plaisantaient en disant: 'tous les gains de nos maris sont consommés à leur retour par les cérémonies qu'il nous faut organiser pour toute la famille!'

La dépendance des femmes de migrants sur leurs enfants devient de plus en plus marquée et l'on remarque que ces enfants (surtout les filles) ne vont pas à l'école parce qu'elles sont obligées d'alléger le lourd fardeau de leur mère dans les champs et au foyer. Malgré les responsabilités accrues des femmes dans le ménage et dans les champs, leur rôle dans les prises de décision demeure limité. Dans un certain village avec un très fort pourcentage de migrants à long terme, les femmes déclarent qu'elles prennent les décisions pour des questions sociales importantes telle la circoncision et le mariage de leurs enfants mais en général

les décisions sociales sont déferées jusqu'au retour des hommes. Dans le domaine public les femmes ne se sont pas encore substituées au cheik ou aux hommes âgés de la famille dans les affaires du village. Le personnel de PGFN pense que, bien que les femmes soient consultées, les hommes décident en fin de compte de toutes les questions se rapportant au village ou au projet.

#### Effets socio-économiques au niveau du village

On ne pense pas que l'exode sert la communauté dans son ensemble. Ainsi pour beaucoup il contribue à l'effritement de la vie villageoise. Dans la plupart de nos discussions il était apparent que la migration ne profitait qu'à la famille proche et parfois à la famille élargie du migrant. Selon le cheik de El Benjdid: 'Heureux est l'homme qui retourne avec assez pour nourrir ses enfants, sans parler en plus de ses voisins'. Nous n'avons trouvé de preuves concrètes que l'exode bénéficiait la communauté dans son ensemble que dans trois cas, là où des associations ont été établies parmi les migrants résidents à Khartoum dans le but de fournir des fonds pour équiper l'école du village. Dans l'ensemble les gens pensent que l'exode érode la cohésion au village. La capacité des villageois à protéger leurs ressources de l'exploitation des gens de l'extérieur est amoindrie, si bien qu'ils sont incapables d'empêcher leurs voisins de couper ou de récolter leurs ressources naturelles. Pire, est l'incursion des marchands et de l'armée qui envoient des camions dans la région pour la collecte de grandes quantités de bois.

Les échanges entre les villages sont moins nombreux. Les négociations, les fêtes, les sépultures et les réunions entre villages ont lieu d'habitude pendant la saison sèche quand les gens ont moins à faire. On soutient que l'absence des hommes durant cette période a limité les échanges entre les communautés et les accords de gestion entre villageois de la région. Bien que les femmes aient à jouer des rôles traditionnellement réservés aux hommes, tels l'accueil et l'hospitalité offerte aux étrangers, elles ne sont toujours pas impliquées dans les négociations au niveau de village. Le cheik de Micho se plaint ainsi: 'il est de plus en plus dur de gérer les terres villageoises'.

Les relations entre agriculteurs et pasteurs ont empiré. Les relations, gérées par les accords coutumiers, entre ces deux groupes ont détériorées. Ces problèmes auraient pu avoir une solution grâce à des accords en bonne et due forme entre les deux groupes mais l'absence d'hommes adultes pour la plus grande partie de l'année rend les choses plus difficiles.

Dans les discussions libres les villageois ont mis l'accent sur les effets négatifs de la migration sur l'éducation des enfants. De surcroît les gens ont mentionné

que le nombre restreint d'hommes avait un impact sur la protection des maisons, la discussion et la gestion des affaires du village et sur la participation au groupes de travail collectifs (*nafeers*).

Un autre effet de l'exode a été de faciliter l'intégration des villages dans l'économie de marché. Bien que les habitants de cette région soient habitués à l'économie de marché – les chiffres relatifs à la vente de gomme arabique indiquent qu'ils ne sont pas étrangers aux cultures de rente – la migration a accentué cette tendance. Il semble que l'influence de l'argent contribue à l'éclatement des valeurs traditionnelles. Par exemple les cheiks du village ont plus de mal à organiser les *nafeers* (groupes de travail collectifs) parce que les hommes ne veulent plus travailler sans rémunération. On dit aussi que certains chefs de village vendent illégalement des terres villageoises à des étrangers, à des fins personnelles.

#### Les effets sur l'utilisation des terres et des ressources naturelles.

De prime abord il semble que la migration ait très peu d'impact sur le travail de la terre. Néanmoins, si l'on observe ce qui se passe sur le long terme, on s'aperçoit que la migration a déjà un effet profond sur les ressources naturelles et sur les modes de vie dérivés de l'agriculture.

Du fait du caractère saisonnier de la migration et du retour des hommes pendant la saison des pluies, les modes de culture ont dans l'ensemble, jusqu'à présent, été très peu influencés par la migration. Comme on s'occupe des champs seulement pendant la saison des pluies, et qu'il n'y a que très peu de mesures d'amélioration des sols et très peu de jardinage pendant la saison sèche, la migration saisonnière n'a que peu d'effet sur l'utilisation et la qualité des terres.

Les quelques femmes qui deviennent chef de famille assument un rôle de gestion des terres plus important. En assumant le rôle de chef de famille, les femmes de migrants à long terme gèrent les terres familiales et le cheptel elles-mêmes, bien que certaines bénéficient du soutien et de l'aide des parents mâles au village (pères, fils et neveux) quant à la gestion des sols. Elles décideront de la sélection et de la rotation des cultures, et des champs à mettre en jachère ou à cultiver en cas d'absence prolongée du mari. Les femmes des migrants à long terme notent une pénurie de main d'oeuvre. Toutefois, il est difficile de savoir si cela est dû ou non à l'absence de leur mari puisque la plupart des ménages indiquent aussi une pénurie de main d'oeuvre.

Les envois ne couvrent pas pleinement l'investissement dans l'amélioration de l'agriculture ou du travail salarié. Les envois sont relativement faibles et servent

essentiellement à acheter de la nourriture et d'autres denrées de première nécessité. Il n'était pas évident que les envois aient été jamais investis pour améliorer l'agriculture, par exemple, acheter des pesticides ou des outils agricoles. Encore moins évidente, l'idée que les familles restées au village essaient de résoudre la pénurie de main d'œuvre en utilisant les envois pour employer des ouvriers salariés. Les quelques familles fortunées interviewées apparentées à des migrants à long terme à l'étranger, disposaient d'un cheptel plus important. Ceci tend à prouver que les envois servent plus à investir dans le cheptel que dans la terre.

A long terme, la plupart des effets sociaux de la migration mentionnés ci-dessus tels le manque d'hommes pour entreprendre les travaux collectifs, sont les sources probables d'une exacerbation des problèmes de l'environnement. Un exemple serait la pénurie d'hommes pour le défrichage des lignes herbeuses, ce qu'ils faisaient autrefois, pour minimiser les risques de feux de brousse; un autre étant le nombre insuffisant de villageois voués à sauvegarder la forêt classée de l'exploitation par des étrangers. En plus, d'autres alternatives de support familial ont pris la priorité sur la nécessité d'investir dans les ressources naturelles sur place. A long terme il est probable que la dégradation de l'environnement entraîne une migration accrue loin des terres familiales de plus en plus stériles.

Les femmes restées au pays ne disposent pas du temps nécessaire pour investir dans les activités d'amélioration des ressources. En général, les femmes sont ouvertes à de nouvelles techniques permettant une amélioration à long terme de la fertilité du sol, particulièrement si des vivres ou de l'argent liquide sont offerts en échange. Cependant selon les femmes le manque de temps est un obstacle majeur et l'investissement à long terme dans la terre ne leur semble pas être une priorité.

## CONCLUSION

Notre recherche à El Ain a démontré que l'exode masculin est un facteur parmi d'autres qui conduit à la déstabilisation de l'équilibre écologique de la région. La migration est à la fois une réponse à la détérioration de l'économie et de l'environnement en milieu rural, aussi bien qu'une des causes de cette détérioration. Les taux d'émigration augmenteront certainement dans l'avenir du fait de la paupérisation des ménages dans la région et du besoin grandissant d'argent liquide. Si la migration à long terme augmente, les femmes et leur familles restées au pays en souffriront encore plus.

A présent, le caractère saisonnier de la migration de la région est un mal nécessaire qui permet de survivre d'année en année. Si l'on adopte une perspective globale de gestion des ressources naturelles, le phénomène d'émigration en lui-même n'a pas d'effets négatifs sur l'agriculture et sur le maintien de l'environnement. D'autres activités humaines, comme les différends au sujet des terres, la confusion quant aux responsabilités de gestion, et l'exploitation par les étrangers représentent des menaces plus graves pour l'agriculture et l'environnement. Cependant, si la migration à long-terme s'accroît, le travail supplémentaire que cette migration entraînera pour les femmes ajouté à la dégradation encore plus importante de l'environnement résultera en des problèmes sérieux pour les femmes et pour la terre.

A la lumière de cette recherche il est possible de suggérer quelques stratégies pour la région de El Ain.

1. Les ménages ont besoin d'argent et les hommes ont besoin d'emploi pendant la saison sèche et resteraient volontiers chez eux, si les possibilités de travail existaient dans le voisinage. Il est nécessaire de soutenir la création au niveau local d'emplois rémunérés pour les hommes et les femmes en milieu rural – plantation d'arbres et initiatives d'amélioration de l'environnement – en harmonie avec les ressources naturelles.
2. Il est important d'alléger le fardeau des femmes grâce à des techniques d'économie de travail comme les foyers améliorés et des sources d'approvisionnement en eau plus proches des maisons. Un meilleur service de santé aiderait à soulager le triple fardeau des femmes: soins des enfants, travaux ménagers et travaux des champs.
3. Il est important, du fait de leur participation importante dans l'agriculture, d'inclure les femmes dans les programmes de formation et de vulgarisation (à cet effet, PGFN prévoit la mise en place d'un *jabraka* (champs de femmes), spécialement pour les femmes, et où la création de haies vives, le compost, la fumure, et l'agro-foresterie auront une importance particulière). La participation des femmes deviendra encore plus essentielle si la migration des hommes s'accroît encore.
4. Il est nécessaire de soutenir les institutions et les réseaux qui travaillent déjà avec les migrants, afin de faire de la migration une stratégie réussie et sûre. Les actions possibles comprennent l'aide en transport, l'information sur les échelles de salaires et les droits du travail et des conseils sur les meilleures options concernant la migration.

5. Il faut soutenir les réseaux de migrants pour permettre des investissements dans leur communauté d'origine. Les migrants à long terme disposent d'associations informelles qui ont des possibilités de collecter des fonds pour investir dans des projets d'infrastructure. Ces fonds pourraient bénéficier d'un plus grand soutien et institutionnel et technique.

**Résumé du règlement de la réserve forestière d'El Ain**

1. Le service forestier n'accordera de privilèges d'utilisation qu'aux personnes habitant aux environs de la réserve. Ces personnes sont responsables de la protection de la réserve et de sa bonne utilisation, sinon, tout privilège obtenu peut être révoqué.
2. Le bois mort peut être recueilli, tant dans la Nouvelle extension que dans la Vieille réserve forestière, à condition de n'en faire qu'un usage domestique et personnel. Il ne peut être emporté qu'à dos d'homme et non par des animaux de trait ou de charge.
3. Le bois vert servant à la construction ne peut être coupé que dans les seules zones définies par le Service forestier de la Vieille réserve forestière et de la Nouvelle extension, et seulement après obtention d'un permis délivré par le Bureau du service forestier, à Wad El Bacha.
4. La récolte de l'herbe et des feuilles mortes est autorisée aussi bien dans la Vieille réserve que dans la Nouvelle extension. Elles peuvent être transportées à l'aide d'animaux légalement autorisés à pénétrer dans la réserve.
5. Il est possible de s'approvisionner en eau à usage domestique à la Station d'El Ain dans la Vieille réserve. Cependant, l'eau destinée aux animaux dont la présence dans la réserve serait illégale doit être emportée hors de la réserve, ce pour quoi on peut employer des ânes.
6. Il est possible de cueillir des fruits dans la Vieille et la Nouvelle réserve, mais on doit préalablement obtenir l'autorisation du Bureau du service forestier à Wad El Bacha.
7. Les chèvres et chameaux n'ont pas le droit de pénétrer dans la moindre partie de la réserve forestière sauf si une autorisation de déplacement à travers la réserve a été obtenue auprès du Service forestier ou si un chameau sert au transport d'une personne.
8. Les vaches, moutons et ânes peuvent utiliser les parties de la Nouvelle extension dont l'accès est autorisé par le Service forestier. Mais ces animaux ne peuvent pénétrer dans la Vieille réserve jusqu'à plus ample informé.

9. Les déplacements à travers la réserve forestière ne sont autorisés que sur les voies principales. S'il est nécessaire de faire passer du bétail dont la présence dans la réserve est illégale, il faut obtenir un permis auprès du Bureau du service forestier à Wad El Bacha, avant que ces animaux ne pénètrent dans la réserve.
10. Toute activité agricole est rigoureusement interdite partout dans la réserve.
11. Aucun *fariq* (camp nomade temporaire) à l'intérieur de la réserve. Lorsque les *Baggaras* seront arrivés, on discutera de ce problème avec eux.
12. La présence de tout animal est prohibée dans les aires *haffirs* (réservoirs) de la Vieille réserve, protégées par enclos.

## BIBLIOGRAPHIE

Abd'allah, A., Hussein, W. & Kheir, H., (1991), Sudanese Women in the Migration Process, Conference paper for Regional Conference on Migration in Sudan, National Population Committee, Ministry of Higher Education and Scientific Research, Khartoum, Sudan.

Abdelgadir, U.O., 1990, The Impact of Education, Migration and Remittances on Rural Agricultural Households in El-Obeid Area, Sudan, PhD Thesis, Clark University, Massachusetts, USA.

Badri, B., 1986, 'Women, land ownership and development: the case of Sudan', Ahfad Journal 3, 2.

Badri, B., 1990, 'An analysis of Sudan's underdevelopment', in The World Bank (ed), The Long Term Perspective Study of Sub-Saharan Africa: Vol I: Country Perspective, The World Bank, Washington DC, USA.

Coughenour, C.M., Frankenberger, T. & Skarveldt, E., 1985, 'Women farmers in rural settlements in north Kordofan, Sudan', Ahfad Journal 2, 2.

Coughenour, C.M., \*\* & Nazhat, S.M., 1986, 'The process of agricultural change among women farmers of north Kordofan, Sudan', Ahfad Journal 2, 2.

Duffield, M., (1990) 'Sudan at the Crossroads: From Emergency Preparedness to Social Security', Discussion Paper 275, Institute of Development Studies, Sussex University, UK.

El Dai, F. & Vogt, G., 1990, 'El Ain natural forest management: First women's survey', SOS Sahel, London, UK.

El Din Awad Shegaf, B., (1989), 'The Role of the Ethnic Institutions in the Management of the Natural Resources and Desertification Control in Northern Darfur', PhD Thesis, Department of Geography, Khartoum University, Sudan.

El Sammani, M.O., 1985a, 'Kordofan Resource Inventory and Development Prospective by Rural Council', Ministry of Finance and Economic Planning and Regional Development Administration, Government of Sudan, Khartoum, Sudan.

El Sammani, M.O., 1985b, El Khuwai-Mazroub-Tina Study Area (North Kordofan) and Messeriya Study Area (Southern Kordofan), Environmental Training and Management in Africa, Institute of Environmental Studies, University of Khartoum, Sudan.

El Sammani, M.O. & Nour, A.H.O. (eds), 1986, Northern Kordofan: A Collection of Papers on Desertification, Drought-Impact and Related Issues, Institute of Environmental Studies, University of Khartoum, Sudan.

El Sammani, M.O., 1990, 'The structure of agricultural production and the role of women in different farming systems in western Sudan (with an emphasis on traditional agriculture)', in Ahfad Journal 7, 2.

El Sayed, M.K., 1981, 'Women's role in agriculture in rural Khartoum Province' in D. Baxter (ed) Women and the Environment, Environmental Research Papers No. 2, Institute of

Environmental Studies, University of Khartoum, Sudan.

Grawert, E., 1990, Impacts of Male Out-Migration on Women: Case Study of Kutum/Northern Darfur, Sudan, Sudan Economy Research Group, University of Bremen, Germany.

Hamid, A., (1991) 'Participation of Rural Women in the Sudanese Traditional Agricultural Sector: A Case Study of El Banjidid Village, Northern Kordofan', MSc Thesis, University of Khartoum, Sudan.

Heinritz, G. & El Manguri, H., 1986, 'Emigration and remigration in Southern Darfur', Geographische Zeitschrift, 74, 4.

Ibrahim, F.N. & Ruppert, H., 1988, 'Rural-urban migration and identity change: case studies from the Sudan', Bayreuther Geowissenschaftliche Arbeiten, 11.

Maxwell, S., 1989, 'Food Insecurity in North Sudan', Discussion Paper 262, Institute of Development Studies, Sussex University, UK.

Michael, B.J., 1991, 'The impact of international wage labour migration on Hawazma (Baggara) pastoral nomadism', Nomadic Peoples 28, pp. 56-70.

Ministry of Economic and National Planning, Department of Statistics, 1991, Sudan Demographic and Health Survey, 1989-90, Khartoum, Sudan.

Ministry of Finance and Economic Planning, Department of Statistics, 1989, Population and Housing Census of Sudan, 1983, Khartoum, Sudan.

Mohamed-Salih, M.A., 1988, 'The socio-economic effects of migrants and returnee migrants in the Nuba Mountains', in F.N. Ibrahim & H. Ruppert (eds), Rural-Urban Migration and Identity Change: Case Studies from the Sudan, Bayreuth, Germany.

Newman, J.S., 1985, 'Women in Sudan: an examination from national level data', Ahfad Journal 2, 1.

Reeves, E.B. & Frankenberger, T., 1981, Farming Systems Research in North Kordofan, Sudan, University of Kentucky Department of Sociology, International Sorghum and Millet Research Programme (INTSORMIL), Kentucky, USA.

Salih, M.A., 1988, 'The socio-economic impact of migrants and returned migrants in the Nuba mountains', in F.N. Ibrahim & H. Ruppert (eds), Rural-Urban Migration and Identity Change: Case Studies from the Sudan, Bayreuth, Germany.

Shanks, E., El Din, A.G., & Osman, O., 1992, 'El Ain Natural Forest Management Project, Kordofan, Sudan. Phase One - Mid-Term Review', Overseas Development Institute, London, UK.

SOS Sahel International UK and Forest National Corporation, 1989, 'Proposals for a Natural Forest Management Project in El Ain, Kordofan', Project Document.

Vogt, G. and El Dai, F., 1990, NFMP First Women's Survey SOS Sahel, Internal project paper.



**Programme Zones Arides**

**INTERNATIONAL INSTITUTE FOR ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT**

**3 Endsleigh Street, London WC1H 0DD, UK**

**Tel: (44-171) 388.2117 Fax: (44-171) 388.2826**

**e-mail: [lieddrylands@gn.apc.org](mailto:lieddrylands@gn.apc.org)**